

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2004-2005

---

10 MARS 2005

---

## Proposition de loi relative au mécénat

(Déposée par MM. François Roelants du Vivier,  
Stefaan Noreilde et Mme Christine Defraigne)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

Le mécénat peut être défini «comme le soutien apporté par une entreprise à un événement, une activité ou une forme d'expression dans l'intérêt général, selon des modalités diverses telles que le versement d'argent ou la fourniture de biens ou de services, dans le but d'associer l'entreprise au prestige de cet événement, de cette activité ou de cette forme d'expression, et de promouvoir de cette manière son image de marque auprès du public» (1).

La présente définition vaut également pour les particuliers.

Le mécénat culturel est bien présent aujourd'hui, sous diverses formes. Cette attitude a toutefois toujours existé et a subi de profondes évolutions au cours de l'histoire.

Ainsi, au cours de l'histoire, le mécénat, dont l'origine est rattachée au riche romain Mécène, était principalement le fait d'hommes fortunés ou bénéficiant d'une certaine position sociale qui devenaient ainsi les protecteurs de nombreux artistes et savants.

Qu'il s'agisse de Laurent Le Magnifique, de Catherine de Médicis, de Frédéric de Prusse, de Catherine de Russie ou de Joseph II, nombreux furent les princes qui pouvaient légitimement s'intituler mécènes.

---

(1) Valérie Simonart, «L'entreprise et la mécénat», RDC, 1992, p. 579.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2004-2005

---

10 MAART 2005

---

## Wetsvoorstel betreffende het mecenaat

(Ingediend door de heren François Roelants du Vivier, Stefaan Noreilde en mevrouw Christine Defraigne)

---

### TOELICHTING

---

Het mecenaat kan worden gedefinieerd «*comme le soutien apporté par une entreprise à un événement, une activité ou une forme d'expression dans l'intérêt général, selon des modalités diverses telles que le versement d'argent ou la fourniture de biens ou de services, dans le but d'associer l'entreprise au prestige de cet événement, de cette activité ou de cette forme d'expression, et de promouvoir de cette manière son image de marque auprès du public*» (1).

Die definitie geldt ook voor particulieren.

Cultureel mecenaat in allerlei vormen is tegenwoordig wijd verbreid. Het heeft echter altijd bestaan en heeft in de loop der geschiedenis grote veranderingen ondergaan.

Het mecenaat, waarvan de oorsprong de rijke Romein Mecenias wordt toegedicht, was hoofdzakelijk een zaak van gefortuneerde mensen of mensen met een bepaalde maatschappelijke positie die op die manier de beschermers werden van vele kunstenaars en geleerden.

Of het nu gaat om Lorenzo de Medici, Catharina de Medici, Frederik van Pruisen, Catharina van Rusland of om Jozef II, er zijn heel wat vorsten geweest die zich terecht mecenas mochten noemen.

---

(1) Valérie Simonart, «L'entreprise et le mécénat», RDC, 1992, blz. 579.

Toutefois, petit à petit, à l'aube du XIX<sup>e</sup> siècle, « la poussée des idées démocratiques concrétisées par les bouleversements qui accompagnèrent ou suivirent la Révolution française modifia profondément les structures de la société, non seulement sur les plans politique et social, mais aussi au point de vue culturel ....Au patronage de la haute aristocratie et du haut clergé, qui, jadis, entraînaient vers les principales capitales du continent les représentants de la pensée et des arts, se substitua un mécénat démocratique qui engendra dans toute l'Europe un art académique d'État » (1).

C'est ainsi que l'État participa au développement de nombreux musées, bibliothèques et académies, délaissant quelque peu les artistes au profit des grandes institutions (2).

Et ce n'est que lors de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle qu'une nouvelle forme de mécénat privé a vu le jour. Celui-ci se manifestait, notamment, par des dons de collections offertes aux musées par des archéologues, voire des conservateurs de musées, ou par le « patronage direct d'artistes » (3).

Ce type de mécénat privé individuel se développera tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, singulièrement aux États-Unis et, dès 1960, le mécénat des grandes entreprises s'imposera de plus en plus jusqu'à devenir « une condition *sine qua non* de toute activité culturelle » (4).

Au point de vue juridique, le mécénat a fait l'objet de nombreuses législations, qui ont été adoptées en vue de le favoriser.

Ces dispositions légales comprennent le plus souvent, des règles relatives à la déductibilité des libéralités, à la réduction de l'impôt des sociétés moyennant le respect de certaines conditions, à la réduction des droits d'enregistrement applicables à certaines donations, ... Ces règles sont nombreuses et varient généralement d'un pays à l'autre.

À ce titre, il serait intéressant de s'attarder quelque peu sur la situation du mécénat en Belgique.

De façon générale, on estime que le mécénat peut s'effectuer principalement via deux types de structures, à savoir des structures permanentes telles que des fondations ou des ASBL, ou par des actes ponctuels comme des donations par exemple (5).

(1) Valérie Montens, « L'évolution du mécénat culturel en Belgique au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *La Revue générale*, 1996, pp. 9-15.

(2) Valérie Montens, *op. cit.*, pp. 9-15.

(3) *Ibidem*.

(4) Valérie Montens, *op. cit.*, pp. 9-15.

(5) Valérie Simonart, *op. cit.*, pp. 580-581.

Bij de aanvang van de 19e eeuw worden we echter geleidelijk aan geconfronteerd met wat Valérie Montens als volgt weergeeft: « *la poussée des idées démocratiques concrétisées par les bouleversements qui accompagnèrent ou suivirent la Révolution française modifia profondément les structures de la société, non seulement sur les plans politique et social, mais aussi au point de vue culturel ....Au patronage de la haute aristocratie et du haut clergé, qui, jadis, entraînaient vers les principales capitales du continent les représentants de la pensée et des arts, se substitua un mécénat démocratique qui engendra dans toute l'Europe un art académique d'État* » (1).

Aldus heeft de Staat bijgedragen tot de ontwikkeling van vele musea, bibliotheken en academies, waardoor de kunstenaars tot op zekere hoogte aan hun lot werden overgelaten, wegens de aandacht voor de grote instellingen (2).

Pas in de tweede helft van de 19e eeuw ontstond er een nieuwe vorm van privé-mecenaat. Dat kwam tot uiting in de schenking van collecties aan musea door archeologen, zelfs door conservatoren van musea, of in de rechtstreekse bescherming van kunstenaars (3).

Dat individuele privé-mecenaat zal zich gedurende de hele 20e eeuw ontwikkelen, vooral in de Verenigde Staten, en vanaf 1960 zal het mecenaat van de grote ondernemingen steeds belangrijker worden, tot het een *conditio sine qua non* wordt bij elke culturele activiteit (4).

Juridisch is er rond het verschijnsel mecenaat heel wat wetgeving tot stand gekomen om het te stimuleren.

Die wettelijke bepalingen bevatten meestal regels betreffende de aftrekbaarheid van de giften, de vermindering van de vennootschapsbelasting indien aan bepaalde voorwaarden is voldaan, de vermindering van de registratierechten voor bepaalde schenkingen, ... Die regels zijn talrijk en verschillen meestal van land tot land.

Wat dat betreft kan het interessant zijn even stil te staan bij het mecenaat zoals het in België bestaat.

Algemeen gaat men er vanuit dat een mecenaat voornamelijk in twee vormen bestaat: het uit zich namelijk in permanente structuren zoals stichtingen of VZW's, of via specifieke handelingen, zoals bijvoorbeeld schenkingen (5).

(1) Valérie Montens, « L'évolution du mécénat culturel en Belgique au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles », *La Revue générale*, 1996, blz. 9-15.

(2) Valérie Montens, *op. cit.*, blz. 9-15.

(3) *Ibidem*.

(4) Valérie Montens, *op. cit.*, blz. 9-15.

(5) Valérie Simonart, *op. cit.*, blz. 580-581.

Actuellement en Belgique, le droit du mécénat est régi par des dispositions disparates de nature civile, commerciale et fiscale. Il n'existe donc pas de loi générale reprenant l'ensemble de ces dispositions légales, très variées, dont il faut également préciser qu'elles sont relativement complexes, rares et obsolètes (1).

Il en est ainsi de la création d'une fondation d'utilité publique, qui nécessite le respect de règles très strictes relatives aux formalités constitutives à accomplir, à son contrôle et à son administration, ce qui n'encourage, bien entendu, pas la création d'une telle institution.

À titre d'exemple, on rappellera que la création d'une fondation doit, à peine de nullité, être constatée par acte authentique (2). De plus, les statuts de la fondation d'utilité publique doivent faire l'objet d'une approbation du ministre de la Justice, et c'est un arrêté royal de reconnaissance qui octroie la personnalité juridique (3).

En outre, toute libéralité au profit d'une fondation doit être autorisée par le Roi si elle excède les 100 000 euros (4).

À côté de la création de fondations ou d'associations sans but lucratif, les particuliers et les entreprises peuvent également faire du mécénat en octroyant des dons à toute institution caritative ou culturelle. Ces libéralités sont déductibles en vertu de la loi, moyennant le respect de certaines conditions.

Ainsi, il faut qu'il s'agisse de dons faits en espèces, avec un minimum de 30 euros. Ces libéralités ne peuvent être effectuées qu'à certaines institutions visées par le code des impôts sur les revenus ou agréées par le Roi, et enfin, elles ne sont déductibles qu'à concurrence de 10 % de l'ensemble des revenus nets sans qu'elles puissent dépasser 250 000 euros (5). Ces plafonds sont respectivement de 5 % et de 500 000 euros lorsqu'il s'agit de libéralités faites par une société (6).

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » publié dans *L'Écho* du 4 décembre 2003.

(2) Article 27 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

(3) Article 28, § 2 de la loi du 2 mai 2002 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

(4) Article 33 de la loi du 2 mai 2002.

(5) Article 109 du CIR.

(6) Article 200 du Code de l'impôt des sociétés.

Momenteel wordt het mecenaat in België geregeld door uiteenlopende bepalingen in het burgerlijk recht, het handelsrecht en het fiscaal recht. Er bestaat dus geen algemene wet die al deze zeer uiteenlopende wetsbepalingen, waarvan ook dient gezegd dat ze relatief complex, zeldzaam en verouderd zijn, groepeerft (1).

Dat geldt ook voor de oprichting van een stichting van openbaar nut, waarvoor zeer strenge regels in acht moeten worden genomen met betrekking tot de oprichtingsformaliteiten, de controle op en het bestuur van de stichting, wat de oprichting van dergelijke instelling vanzelfsprekend niet aanmoedigt.

We herinneren er bijvoorbeeld aan dat de oprichting van een stichting, op straffe van nietigheid, moet worden vastgesteld bij authentieke akte (2). Bovendien moeten de statuten van de stichting van openbaar nut worden goedgekeurd door de minister van Justitie, en wordt de rechtspersoonlijkheid verleend op de datum van het koninklijk besluit waarbij de stichting wordt erkend (3).

Voor elke gift aan een stichting waarvan de waarde hoger is dan 100 000 euro is daarenboven machtiging door de Koning vereist (4).

Particulieren en ondernemingen kunnen niet alleen via de oprichting van stichtingen of verenigingen zonder winstoogmerk, maar ook door giften aan een liefdadigheidsinstelling of culturele instelling als mecenas optreden. Die giften zijn krachtens de wet aftrekbaar, mits bepaalde voorwaarden in acht worden genomen.

Het moet bijvoorbeeld gaan om giften in geld, van minstens 30 euro. Het gaat enkel om giften aan bepaalde instellingen die bepaald worden in het wetboek van de inkomstenbelastingen of erkend zijn door de Koning, en tot slot zijn ze slechts aftrekbaar ten belope van 10 % van het totale netto inkomen, waarbij het totale bedrag niet hoger mag zijn dan 250 000 euro (5). Die maximumgrenzen bedragen respectievelijk 5 % en 500 000 euro, wanneer het gaat om giften van een vennootschap (6).

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » in *L'Écho* van 4 december 2003.

(2) Artikel 27 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

(3) Artikel 29, § 2 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen.

(4) Artikel 33 van de wet van 27 juni 1921.

(5) Artikel 109 van het WIB.

(6) Artikel 200 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Il ressort de ces conditions, qu'il ne peut s'agir que de dons sous forme monétaire, ce qui limite bien entendu, les autres formes de mécénat. De plus, le terme « institution » ne visant que des personnes morales, il semble exclu qu'on puisse déduire les libéralités consenties à des personnes physiques, comme les artistes par exemple.

Cependant, si les conditions requises pour la déductibilité des libéralités ne sont pas remplies, il reste une possibilité pour les entreprises ou les particuliers de les déduire au titre des charges professionnelles (1).

Trois conditions sont, à ce titre, requises par la loi :

- il doit s'agir de charges professionnelles;
- faites ou supportées pendant la période imposable;
- et ce en vue d'acquérir ou de conserver les revenus imposables.

Pour rappel, il n'appartient pas à l'administration fiscale d'apprécier l'opportunité ou de l'utilité d'une telle dépense. Il suffit simplement de justifier la réalité et le montant de la dépense par tous les moyens de preuve admis par le droit commun, à l'exception du serment (2).

Par contre, l'administration peut ne pas tenir compte de dépenses ou charges professionnelles qui excèdent de manière déraisonnable les besoins professionnels.

Dans le même ordre d'idées, les entreprises peuvent, dans certains cas, déduire des libéralités qu'elles auraient consenties, pour autant qu'elles soient considérées comme des dépenses de publicité.

Conformément à la définition donnée par l'administration fiscale, celles-ci comprennent l'ensemble « des dépenses qui contribuent à stimuler l'épanouissement de l'entreprise en lui donnant plus de publicité ou en présentant ses activités sous un jour plus favorable auprès du public » (3).

Or, « si l'on revient à l'intention première de l'entreprise de soutenir les arts, nous nous trouverons rarement dans ces conditions. Le Champ de manœuvre est donc très restreint et l'on tombe rapidement dans le champ des libéralités, lesquelles, au titre de dépenses non admises, contribuent à la formation du bénéfice taxable au taux normal de l'impôt » (4).

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » publié dans *L'Écho* du 4 décembre 2003.

(2) Pierre Dubois, « *Régime fiscal des interventions en faveur d'artistes* », *Revue Générale*, 1996.

(3) Com. IR 52/206

(4) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » publié dans *L'Écho* du 4 décembre 2003.

Uit die voorwaarden blijkt dat het alleen kan gaan om geldelijke giften, wat de andere vormen van mecenaat natuurlijk beperkt. Aangezien met de term « instellingen » alleen rechtspersonen worden bedoeld, is het bovendien blijkbaar uitgesloten dat men giften aan natuurlijke personen, zoals bijvoorbeeld kunstenaars, kan aftrekken.

Wanneer de voorwaarden voor aftrekbaarheid van de giften niet vervuld zijn, hebben ondernemingen of particulieren echter nog de mogelijkheid ze af te trekken als beroepskosten (1).

De wet stelt hiertoe drie voorwaarden :

- het moet om beroepskosten gaan
- die werden gemaakt of gedragen tijdens de belastbare periode
- om de belastbare inkomsten te verwerven of te behouden.

We wijzen er nogmaals op dat het niet aan de belastingadministratie is te oordelen over de wenselijkheid of het nut van dergelijke uitgave. Het volstaat gewoon het bestaan en het bedrag van de uitgave te bewijzen met alle door het gemeen recht toegestane bewijsmiddelen, met uitzondering van de eed (2).

Het is de administratie echter toegestaan geen rekening te houden met beroepsuitgaven of -kosten die overdreven veel hoger liggen dan de beroepsbehoeften.

In bepaalde gevallen mogen ondernemingen op dezelfde wijze giften aftrekken, op voorwaarde dat ze worden beschouwd als uitgaven voor reclame.

Zoals uit de definitie van de belastingadministratie blijkt, zijn dat alle uitgaven die « ertoe kunnen bijdragen de bloei van de zaak van de belastingplichtige te stimuleren, doordat ze aan het bestaan ervan grotere ruchtbaarheid geven en haar activiteiten in een gunstig daglicht plaatsen bij het publiek » (3).

Maar « si l'on revient à l'intention première de l'entreprise de soutenir les arts, nous nous trouverons rarement dans ces conditions. Le champ de manœuvre est donc très restreint et l'on tombe rapidement dans le champ des libéralités, lesquelles, au titre de dépenses non admises, contribuent à la formation du bénéfice taxable au taux normal de l'impôt » (4).

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » in *L'Écho* van 4 december 2003.

(2) Pierre Dubois, « *Régime fiscal des interventions en faveur d'artistes* », *Revue Générale*, 1996.

(3) Comm. WIB. nr. 52/206.

(4) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » in *L'Écho* van 4 december 2003.

De toute façon, dans les cas précités, la possibilité de déduire de telles libéralités au titre de dépenses ou charges professionnelles reste assez incertaine et dépendra, bien souvent, des interprétations de l'administration fiscale.

Dans un autre registre, la loi belge ne permet pas non plus à une entreprise d'amortir l'acquisition d'une œuvre d'art, car l'absence de dépréciation exclut cette possibilité.

Toutefois, il existe une exception aux règles de l'amortissement des œuvres d'art : elle vise les bas ou haut-relief, les fresques, les statues ou autres œuvres d'art, pour autant qu'elles soient exécutées par des artistes résidant en Belgique et incorporées dans des bâtiments professionnels à construire. Aussi, « on le voit, ces conditions seront rarement remplies par les sociétés commerciales dont la construction du bâtiment — siège de leur exploitation — n'est plus une priorité dans un monde économique de plus en plus virtuel et mobile » (1).

Ainsi, au vu des principales dispositions relatives au mécénat en Belgique, il est permis de conclure qu'il n'existe finalement pas beaucoup d'incitants légaux mis à la disposition des particuliers et des entreprises qui désireraient soutenir la culture de façon générale.

Aussi, la présente proposition de loi a pour objet de remédier aux lacunes du droit belge en la matière et de permettre ainsi aux différents mécènes de bénéficier de plus de facilités et d'avantages que ne le permet actuellement le prescrit légal.

D'ores et déjà, plusieurs pays européens ont adopté dernièrement une législation plus incitative à l'égard du mécénat.

Ainsi, en France, un plan de relance du mécénat et des fondations a été introduit par le gouvernement français aboutissant à la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 sur le mécénat et les fondations.

Celle-ci prévoit pour les particuliers et les entreprises, une réduction accrue de l'impôt sur les revenus et de l'impôt sur les sociétés, ainsi qu'une augmentation des plafonds de limitation.

De plus, « la France a institué un système de dons d'œuvre d'art à l'État avec la possibilité d'amortir ces œuvres par les entreprises, permettant à l'État de financer et pourvoir en œuvre d'art ses musées » (2).

In elk geval blijft de mogelijkheid om dergelijke giften af te trekken als beroepsuitgaven of -kosten vrij onzeker en zal ze vaak afhankelijk zijn van de interpretatie van de belastingadministratie.

In een andere context staat de Belgische wet een onderneming evenmin toe de aankoop van een kunstwerk af te schrijven. Die mogelijkheid is immers uitgesloten omdat er geen sprake is van waardevermindering.

Toch is er een uitzondering op de afschrijvingsregels voor kunstwerken : ze behelst het bas- en haut-relief, de fresco's, de beelden of andere kunstwerken, op voorwaarde dat ze gemaakt worden door kunstenaars die in België verblijven en worden aangebracht in nog te bouwen beroepsgebouwen. « *On le voit, ces conditions seront rarement remplies par les sociétés commerciales dont la construction du bâtiment — siège de leur exploitation — n'est plus une priorité dans un monde économique de plus en plus virtuel et mobile* » (1).

Wanneer men dus de belangrijkste bepalingen in verband met het mecenaat in België bekijkt, kan men besluiten dat particulieren en ondernemingen uiteindelijk niet over veel wettelijke stimulansen beschikken om de cultuur in het algemeen te steunen.

Het doel van dit wetsvoorstel is daarom de leemten van het Belgisch recht terzake aan te vullen en de mecenasen meer mogelijkheden en voordelen aan te reiken dan met de huidige wetsvoorschriften mogelijk is.

Nu al hebben verscheidene Europese landen onlangs een wetgeving aangenomen die meer tot mecenaat aanzet.

In Frankrijk heeft de regering een plan voorgesteld om het mecenaat en de stichtingen nieuw leven in te blazen, wat heeft geleid tot de wet van 1 augustus 2003 betreffende het mecenaat en de stichtingen.

Die wet voorziet voor particulieren en ondernemingen in een extra vermindering van de inkomstenbelastingen en van de vennootschapsbelastingen, alsook in een verhoging van de toegestane limieten.

Daarenboven is het zo dat Frankrijk « *a institué un système de dons d'œuvre d'art à l'État avec la possibilité d'amortir ces œuvres par les entreprises, permettant à l'État de financer et pourvoir en œuvre d'art ses musées* » (2).

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » publié dans *L'Écho* du 4 décembre 2003.

(2) *Ibidem*.

(1) Colette Plasman, « *L'art, la fiscalité et l'entreprise* » in *L'Écho* van 4 december 2003.

(2) *Ibidem*.

En outre, la fiscalité et le régime juridique des fondations ont été allégés (abattement sur l'impôt des sociétés, possibilité d'affecter au patrimoine de la fondation le produit de successions en déshérence, ...). Ces avantages se retrouvent également, selon des modalités diverses, dans les lois espagnole, allemande, italienne, ...

Par exemple, en Allemagne l'article 10, b), de la loi relative à l'impôt sur le revenu, prévoit que les dons aux œuvres d'intérêt général sont déductibles du revenu imposable. Cette règle vaut aussi bien pour les dons en nature qu'en espèces, et vaut quel que soit le statut juridique de l'organisation bénéficiaire. La déduction fiscale étant plafonnée à 10% du revenu brut global, la loi prévoit la possibilité d'un étalement qui peut aller jusqu'à 7 ans dans certains cas.

De plus, la loi du 14 juillet 2000 octroie des incitations fiscales pour les dons apportés aux fondations, et la loi du 15 juillet 2002 facilite la création de celles-ci.

Quant à l'Espagne, elle prévoit des crédits d'impôts pouvant aller de 30% à 40% lorsqu'il s'agit de dons effectués pour la réalisation de programmes prioritaires déterminés par la loi de finances annuelles. Sont visés par la loi, les dons en nature et en espèces, mais également les donations de droits comme l'usufruit sur des biens ou des droits. De plus, la loi 49/2002 du 23 décembre 2002 a également considérablement allégé le régime fiscal des associations sans but lucratif.

En outre, la loi 50/2002 du 26 décembre 2002 facilite la création et le fonctionnement des fondations.

En Italie, c'est la loi du 21 novembre 2000 qui a modifié le régime fiscal du mécénat d'entreprises, en assouplissant les cas dans lesquels une déduction fiscale est permise. De plus, le décret du 10 février 2000 simplifie la reconnaissance des associations et fondations.

On le constate, de nombreux pays européens ont fait le pas et ont adopté récemment une législation visant à encourager le mécénat de façon générale. Certains pays sont même très innovateurs et en avance. Prenons le cas de l'Espagne, la loi 49/2000 prévoit la possibilité de définir dans les lois de finances annuelles, des programmes prioritaires, qui viseraient par exemple la restauration de certains monuments, et pour lesquels des déductions peuvent aller jusqu'à 40%.

Tevens zijn de fiscaliteit en de rechtsregels die van toepassing zijn op de stichtingen verlicht (korting op de vennootschapsbelasting, mogelijkheid om de opbrengst van aan de staat toegevallen nalatenschappen voor het vermogen van de stichting te bestemmen, enzovoort). Die voordelen vinden we op uiteenlopende manieren terug in de Spaanse, Duitse en Italiaanse wet.

In Duitsland bijvoorbeeld, bepaalt artikel 10, b), van de wet betreffende de inkomstenbelastingen dat de giften aan werken van algemeen belang aftrekbaar zijn van het belastbaar inkomen. Die regel geldt zowel voor giften in natura als voor geldelijke giften, ongeacht de rechtsstatus van de begunstigde organisatie. Aangezien de belastingaftrek begrensd is tot 10% van het totale bruto inkomen, voorziet de wet in de mogelijkheid van een spreiding, die in bepaalde gevallen kan oplopen tot 7 jaar.

Tevens voorziet de wet van 14 juli 2000 in fiscale stimulansen voor giften aan stichtingen en vergemakkelijkt de wet van 15 juli 2002 de oprichting van stichtingen.

Spanje voorziet in belastingkredieten die tot 30 à 40% kunnen oplopen, wanneer het gaat om giften voor het verwezenlijken van prioritaire programma's die door de wet betreffende de jaarlijkse financiën zijn bepaald. Giften in natura en geldelijke giften, maar ook schenkingen van rechten, zoals het vruchtgebruik van goederen of rechten, vallen onder de wet. Tevens heeft wet 49/2002 van 23 december 2002 de belastingregeling die geldt voor verenigingen zonder winstoogmerk aanzienlijk versoepeld.

Wet 50/2002 van 26 december 2002 vergemakkelijkt bovendien de oprichting en de werking van de stichtingen.

In Italië werd de fiscale regeling van toepassing op het mecenaat van ondernemingen versoepeld door de wet van 21 november 2000. Hierdoor is in een groter aantal gevallen fiscale aftrek toegestaan. Bovendien vereenvoudigt het decreet van 10 februari 2000 de erkenning van verenigingen en stichtingen.

Men ziet dat heel wat Europese landen uiteindelijk onlangs een wetgeving hebben aangenomen die ertoe strekt het mecenaat in het algemeen aan te moedigen. Bepaalde landen zijn zelfs echte baanbrekers en hun tijd vooruit. Nemen we het geval van Spanje, waar wet 49/2002 in de mogelijkheid voorziet om in de wet van de jaarlijkse financiën prioritaire programma's vast te leggen, bijvoorbeeld om bepaalde monumenten te restaureren, en wavoor de aftrek tot 40% kan bedragen.

Pour donner une estimation chiffrée, aux États-Unis, on estime que l'apport du mécénat s'élève à environ 217 milliards d'euros, ce qui représente 2,1 % du PIB contre 0,09 % en France (1,26 milliard d'euros) (1).

En Belgique, l'apport des dons des particuliers et des entreprises s'élève, selon les chiffres disponibles, approximativement à 50 millions d'euros (2). C'est bien peu par comparaison aux chiffres précités.

Il est de notoriété publique que de nombreuses institutions culturelles souffrent d'un manque cruel de moyens financiers. On citera à cet égard les difficultés budgétaires de nos établissements scientifiques fédéraux qui regorgent de merveilles, faisant partie de notre patrimoine national.

À ce titre, l'amélioration des incitants fiscaux permettrait de résoudre certainement, en partie, ce manque de moyens.

La présente proposition de loi favorisera certainement le mécénat en lui conférant un nouveau souffle.

Déjà en France, la restauration du patrimoine monumental de l'État est financée en grande partie par des capitaux privés provenant de grandes sociétés (3).

Il en est de même aux États-Unis, où les grandes entreprises sont également très actives en matière de mécénat. On estime « qu'il fait intégralement partie de la stratégie de la majorité des entreprises, puissamment encouragées par une fiscalité particulièrement attrayante » (4).

Ainsi, la Belgique pourrait à son tour profiter d'une attitude nouvelle des entreprises qui, pour autant qu'elles soient encouragées, notamment fiscalement, permettrait de répondre à bien des attentes du secteur culturel.

C'est à titre, que nous proposons de rendre le cadre fiscal existant plus incitatif pour les entreprises et les particuliers qui souhaiteraient favoriser le mécénat, permettant ainsi à la Belgique de s'aligner sur la législation déjà approuvée par de nombreux autres pays de l'Union européenne.

(1) Chiffres de 2001, dossier de presse du 17 décembre 2002 présenté dans le cadre du plan pour la relance du mécénat et des fondations.

(2) Chiffres provenant des associations membres du CEREC, de 1998/1999 pour la Flandre seulement.

(3) Cartier, Paribas, La Société Générale, etc.

(4) Guy De Wouters, « Perspectives du mécénat d'entreprise en Europe », *Revue générale*, 1996.

In de Verenigde Staten raamt men de inbreng van het mecenaat op ongeveer 217 miljard euro, wat 2,1 % van het BBP is, tegenover 0,09 % in Frankrijk (1,26 miljard euro) (1).

In België bedraagt de inbreng van particulieren en ondernemingen via giften volgens de beschikbare cijfers ongeveer 50 miljoen euro (2). Dat is heel pover vergeleken met de eerder vermelde cijfers.

Het is algemeen geweten dat heel wat culturele instellingen te lijden hebben van een schromelijk gebrek aan financiële middelen. Men wijst wat dat betreft op de budgettaire problemen van onze federale wetenschappelijke instellingen, die allerhande fraais bezitten dat deel uitmaakt van ons nationaal erfgoed.

Hierbij bieden betere fiscale stimulansen de mogelijkheid dat gebrek aan middelen toch gedeeltelijk te verhelpen.

Dit wetsvoorstel zal zeker het mecenaat stimuleren, door het nieuw leven in te blazen.

In Frankrijk wordt de restauratie van monumenten die tot het nationaal erfgoed behoren, reeds grotendeels gefinancierd door privé-kapitaal afkomstig van grote ondernemingen (3).

Hetzelfde geldt voor de Verenigde Staten, waar de grote ondernemingen zich eveneens heel actief als mecenas gedragen. Men meent « *qu'il fait intégralement partie de la stratégie de la majorité des entreprises, puissamment encouragées par une fiscalité particulièrement attrayante* » (4).

Op die manier kan België op zijn beurt zijn voordeel doen met een nieuwe houding van de ondernemingen, op voorwaarde dat ze fiscaal worden aangemoedigd, waardoor tegemoet kan worden gekomen aan heel wat verwachtingen van de culturele sector.

Daarom stellen wij voor de bestaande fiscale context aantrekkelijker te maken voor ondernemingen en particulieren die als mecenas willen optreden, zodat België kan streven naar een wetgeving die reeds heel wat andere landen van de Europese Unie hebben aangenomen.

(1) Cijfers van 2001 uit het persdossier van 17 december 2002 dat in Frankrijk werd voorgesteld bij het plan om het mecenaat en de stichtingen nieuw leven in te blazen.

(2) Cijfers afkomstig van de verenigingen die lid zijn van het CEREC, voor 1998/1999 en alleen voor Vlaanderen.

(3) Cartier, Paribas, La Société Générale, enzovoort.

(4) Guy De Wouters, « Perspectives du mécénat d'entreprise en Europe », *Revue générale*, 1996.

## COMMENTAIRES DES ARTICLES

## Article 2

On entend réserver par cet article, un traitement différent aux subsides et prix par rapport aux autres formes de sponsoring.

## Article 3

Parce qu'il est important de faire une distinction entre la notion de « libéralité » qui serait faite à des musées ou des organismes énumérés limitativement par la loi, cet article vise à permettre que la dépense de mécénat, rentre dans le cadre de la notion de frais professionnel au sens de l'article 52 du CIR.

On entend par « dépense de mécénat », toute somme octroyée en numéraire ou sous forme de contribution en nature ou d'investissement par une personne physique ou morale en faveur d'artistes et d'écrivains ou de toute entité qui a pour objet principal de soutenir et/ou de préserver la création artistique, quel que soit son statut juridique.

Conformément à la définition précitée, la déductibilité fiscale aura lieu indépendamment du statut juridique du bénéficiaire, à l'instar de ce que prévoit la législation de nombreux pays européens comme l'Allemagne et les Pays-Bas notamment.

En effet, les dépenses de mécénat s'apparentent à des dépenses de sponsoring et doivent donc être traitées fiscalement de la même manière car, ne nous voilons pas la face, il n'y a pas de mécénat désintéressé.

## Article 4

Cet article prévoit que les dépenses de mécénat seront taxées dans le chef du bénéficiaire au titre des revenus divers, taxables sur leur montant net, à un taux distinct par rapport au tarif de droit commun applicable au revenu global imposable.

Il s'agit en quelque sorte de la contrepartie de l'acceptation de la dépense de mécénat en tant que frais professionnels conformément à l'article 52 du CIR.

## Article 5

Le point A) de cet article vise à supprimer le plafond prévu pour la partie non couverte par des subsides, des dépenses exposées par le propriétaire d'immeubles

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

## Artikel 2

Met dit artikel wil men subsidies en prijzen anders behandelen dan de andere vormen van sponsoring.

## Artikel 3

Omdat het belangrijk is een onderscheid te maken met het begrip « gift » aan musea of instellingen die door de wet worden opgesomd, strekt dit artikel ertoe toe te staan dat een uitgave in het kader van het mecenaat onder het begrip beroepskosten in de zin van artikel 52 van het WIB valt.

Met « uitgave van een mecenas » bedoelt men elke som die in geld of in de vorm van een bijdrage in natura of van een investering door een natuurlijk persoon of rechtspersoon wordt besteed ten gunste van kunstenaars of schrijvers of ten gunste van elke entiteit met als hoofddoel het ondersteunen en/of het behouden van de artistieke schepping, ongeacht haar rechtsstatus.

Overeenkomstig bovenstaande definitie zal de belastingaftrek plaatsvinden ongeacht de rechtsstatus van de begunstigde, zoals ook bepaald wordt in de wetgeving van heel wat Europese landen, zoals Duitsland en Nederland.

Uitgaven van een mecenas zijn immers vergelijkbaar met uitgaven van een sponsor en moeten dus op dezelfde manier worden behandeld, want — laten we er geen doekjes om winden — belangeloos mecenaat bestaat niet.

## Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat de uitgaven van een mecenas bij de begunstigde zullen worden belast als diverse inkomsten, die belastbaar zijn op basis van het nettobedrag ervan, tegen een ander tarief dan het gemeenrechtelijke dat geldt voor het totale belastbare inkomen.

Dit gebeurt enigszins in ruil voor het beschouwen van de uitgaven van de mecenas als beroepskosten in de zin van artikel 52 van het WIB.

## Artikel 5

Punt A) van dit artikel strekt ertoe de bovengrens te doen vervallen, die is bepaald voor het niet door subsidies gedekte gedeelte van de uitgaven die de



bâties ou de sites classés en conformité avec la législation sur la conservation des monuments et sites et non donnés en location, en vue de leur entretien et de leur restauration, pour autant que ces immeubles soient accessibles au public.

Le but étant bien évidemment d'encourager les dépenses de conservation du patrimoine. La limite imposée par la loi actuelle n'a pas de sens et est tellement limitée qu'elle vide le contenu de cette disposition de sa substance.

Le point *B)* de cet article vise à permettre l'amortissement d'œuvres d'art, qui n'est pas actuellement prévu par la loi, car l'absence de dépréciation exclut cette possibilité, sous réserve de l'exception légale citée dans l'exposé des motifs.

Les conditions auxquelles l'amortissement d'œuvres d'art est soumis sont les suivantes :

— il doit s'agir d'une œuvre d'un artiste contemporain, ce qui permettrait d'encourager les jeunes artistes;

— l'artiste doit résider dans un État membre de l'Union européenne;

— l'amortissement n'est permis qu'à concurrence de 2 % par an de la valeur d'acquisition de l'œuvre d'art, hors TVA;

— l'amortissement est plafonné à 5 % du revenu imposable.

#### Article 6

Cette disposition vise simplement à augmenter le plafond de déductibilité admis par la loi actuelle et à permettre le report des sommes déductibles qui excéderaient le plafond prévu.

#### Article 7

Le droit fiscal prévoit un taux de taxation différent selon la catégorie de revenus divers envisagés.

Le présent article prévoit que les revenus de mécénat seront taxés au taux distinct de 33 %.

#### Article 8

Cet article vise à permettre la déductibilité des dons d'œuvres d'art pour les sociétés.

eigenaar van niet verhuurde gebouwde onroerende goederen of landschappen die zijn beschermd overeenkomstig de wetgeving op het behoud van Monumenten en Landschappen, heeft gedaan voor het onderhoud en de restauratie ervan, voor zover die onroerende goederen voor het publiek toegankelijk zijn.

De bedoeling daarvan is uiteraard uitgaven voor het behoud van het erfgoed aan te moedigen. De door de huidige wet opgelegde bovengrens is zinloos en is zo laag dat ze die bepaling helemaal uitholt.

Punt *B)* van dit artikel strekt ertoe toe te staan dat kunstwerken worden afgeschreven. Momenteel is dat wettelijk niet mogelijk, aangezien het ontbreken van waardevermindering die mogelijkheid uitsluit, behalve in de wettelijke uitzondering die in de toelichting wordt vermeld.

Om een kunstwerk te kunnen afschrijven, moet aan de volgende voorwaarden worden voldaan :

— het moet om het werk van een hedendaags kunstenaar gaan, zodat jonge kunstenaars kunnen worden aangemoedigd;

— de kunstenaar moet in een lidstaat van de Europese Unie verblijven;

— het kunstwerk kan slechts per jaar ten belope van 2 % van zijn aankoopwaarde, exclusief BTW, worden afgeschreven;

— de afschrijving is begrensd tot 5 % van het belastbaar inkomen.

#### Artikel 6

Deze bepaling strekt er eenvoudig toe de door de huidige wet toegestane aftrekbaarheidsgrens te verhogen en de overdracht toe te staan van de aftrekbare sommen die boven de vastgelegde grens uitkomen.

#### Artikel 7

Het fiscaal recht voorziet in verschillende aanslagvoeten naar gelang van de bedoelde categorie diverse inkomsten.

Dit artikel bepaalt dat de inkomsten uit mecenaat belast zullen worden tegen de afzonderlijke aanslagvoet van 33 %.

#### Artikel 8

Dit artikel strekt ertoe voor vennootschappen de aftrekbaarheid toe te staan van giften van kunstwerken.

## Article 9

Cet article vise, tout comme l'article 7, à augmenter le plafond de déductibilité des libéralités faites en faveur d'institutions agréées et énumérées par le code des impôts sur les revenus, et à permettre le report des sommes déductibles qui excéderaient le plafond prévu, pour les personnes morales soumises à l'Isoc.

La présente loi prévoit un taux de 10 %, qui se retrouve dans la plupart des législations européennes. De plus, l'ajout du plafond des 5 pour mille du chiffre d'affaire permettrait notamment aux établissements stables de sociétés étrangères taxées en Belgique de pouvoir également participer au financement de la culture. Ces succursales ont souvent des bases taxables très faibles en raison de leur planification fiscale internationale.

## Article 10

Cet article a pour but de respecter l'esprit défendu dans le cadre de l'article 5 précité.

François ROELANTS DU VIVIER.  
Stefaan NOREILDE.  
Christine DEFRAIGNE.

## Artikel 9

Zoals artikel 7 strekt dit artikel ertoe voor de rechtspersonen die aan de vennootschapsbelasting onderworpen zijn, het aftrekbare maximumbedrag van giften ten gunste van erkende en in het wetboek van de inkomstenbelastingen opgesomde instellingen te verhogen en de overdracht toe te staan van de aftrekbare sommen die boven de bovengrens uitkomen.

Deze wet voorziet in een percentage van 10 %, zoals de meeste Europese wetgevingen. Tevens biedt de toevoeging van de begrenzing van 5 per duizend van de omzet de stabiele vestigingen van buitenlandse vennootschappen die in België worden belast, eveneens de mogelijkheid aan de financiering van de cultuur deel te nemen. Vaak is de belastbare grondslag van die vestigingen zeer laag, wegens hun internationale belastingplanning.

## Artikel 10

Het doel van dit artikel is de gedachtegang te volgen die ook aan artikel 5 ten grondslag ligt.

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente proposition de loi vise une matière réglée par l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2**

L'article 38, § 1, premier alinéa, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 28 avril 2003, est complété comme suit :

«21° les prix et subsides octroyés à des artistes et écrivains par les pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, tant belges qu'étrangers.»

**Art. 3**

Un article 52ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 52ter. — Les dépenses de mécénat en faveur d'artistes, d'écrivains, ou de toute entité à vocation culturelle ou artistique, quel que soit son statut juridique, sont assimilés aux frais professionnels »

**Art. 4**

L'article 90 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2001, est complété comme suit :

«11° les revenus du mécénat qui sont considérés dans le chef du donateur comme des dépenses professionnelles, conformément à l'article 52ter.»

**Art. 5**

À l'article 104 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

A) au 8°, les mots « avec un maximum de 25 000 euros » sont supprimés;

B) le 10°, abrogé par la loi du 28 décembre 1992, est rétabli dans la rédaction suivante :

«10° la valeur d'acquisition, TVA comprise, d'une œuvre d'art d'un artiste contemporain résidant fiscal européen, à concurrence de 2 % l'an pour autant que le montant ne dépasse pas 5 % de la base imposable du

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Dit wetsvoorstel regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2**

Artikel 38, § 1, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd door de wet van 28 april 2003, wordt aangevuld als volgt :

«21° prijzen en subsidies die door Belgische of vreemde overheden of openbare instellingen zonder winstoogmerk, zijn toegekend aan kunstenaars en schrijvers.»

**Art. 3**

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 52ter ingevoegd, luidende :

« Art. 52ter. — De uitgaven van een mecenas ten gunste van kunstenaars, schrijvers of elke entiteit met een culturele of artistieke roeping, ongeacht haar rechtsstatus, worden als beroepskosten aangemerkt.»

**Art. 4**

Artikel 90 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, wordt aangevuld als volgt :

«11° de mecenaatsinkomsten die bij de schenker overeenkomstig artikel 52ter worden aangemerkt als beroepskosten.»

**Art. 5**

In artikel 104 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) in het 8° vervallen de woorden « tot ten hoogste 25 000 euro »;

B) het 10°, opgeheven bij de wet van 28 december 1992, wordt hersteld in de volgende lezing :

«10° de aankoopwaarde, inclusief BTW, van een kunstwerk van een hedendaags kunstenaar die Europees fiscaal verblijfhouder is, ten belope van 2 % per jaar, op voorwaarde dat het bedrag niet hoger is dan

contribuable. La somme excédant la limite des 5 % peut être reportée pour une période maximale de 5 ans à dater de l'année de l'acquisition.»

## Art. 6

À l'article 109 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 10 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

*A)* les mots « 250 000 euros » sont remplacés par les mots « 500 000 euros »;

*B)* l'article est complété par la phrase suivante :

« Pour l'application des dispositions de cet article, lorsque les dons effectués au cours d'une année excèdent la limite des 10 %, l'excédent est reporté successivement sur les années suivantes jusqu'à la cinquième inclusivement et ouvre droit à réduction d'impôt dans les mêmes conditions, selon les conditions fixées par le Roi ».

## Art. 7

L'article 171, 1<sup>o</sup>, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 9 juillet 2004, est complété comme suit :

« *i)* les revenus de mécénat visés à l'article 90. »

## Art. 8

À l'article 199 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 26 mars 1999, les mots « et des libéralités faites sous forme d'œuvres d'art visées à l'article 104, 5<sup>o</sup>, *b)* » sont supprimés.

## Art. 9

À l'article 200 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 22 décembre 2003, sont apportées les modifications suivantes :

*A)* Les mots « 5 % » sont remplacés par les mots « 10 % du bénéfice net ou 5 pour mille du chiffre d'affaire ».

*B)* l'article est complété comme suit : « avec la possibilité de reporter l'excédent de libéralité pendant une durée maximale de 5 ans, selon les conditions fixées par le Roi ».

5 % van de belastbare grondslag van de belastingplichtige. De som die boven de grens van 5 % uitkomt kan gedurende een periode van maximum 5 jaar vanaf het jaar van de aankoop worden overgedragen.»

## Art. 6

In artikel 109 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

*A)* de woorden « 250 000 euro » worden vervangen door de woorden « 500 000 euro »;

*B)* het artikel wordt aangevuld met de volgende volzin :

« Voor de toepassing van de bepalingen van dit artikel wordt, wanneer de giften in de loop van een jaar hoger zijn dan 10 % van het totale netto-inkomen, het surplus achtereenvolgens naar de volgende jaren, tot en met het vijfde jaar, overgedragen en opent dit surplus onder dezelfde voorwaarden recht op belastingvermindering, onder de voorwaarden bepaald door de Koning. ».

## Art. 7

Artikel 171, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 9 juli 2004, wordt aangevuld als volgt :

« *i)* de mecenaatsinkomsten bedoeld in artikel 90. »

## Art. 8

In artikel 199 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 26 maart 1999, worden de woorden « en van de in artikel 104, 5<sup>o</sup>, *b)*, vermelde giften in de vorm van kunstwerken » geschrapt.

## Art. 9

In artikel 200 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 22 december 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

*A)* De woorden « 5 % » worden vervangen door de woorden « 10 % van de nettowinst of 5 per duizend van de omzet ».

*B)* het artikel wordt aangevuld als volgt : « met de mogelijkheid het surplus van de gift gedurende een periode van maximum 5 jaar over te dragen, onder de voorwaarden bepaald door de Koning. ».

Art. 10

L'article 202, § 1, du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 24 décembre 2002, est complété comme suit :

« 6° les subsides octroyés par les pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, belges ou étrangers pour la préservation du patrimoine artistique. ».

14 janvier 2005.

François ROELANTS DU VIVIER.  
Stefaan NOREILDE.  
Christine DEFRAIGNE.

Art. 10

Artikel 202, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 24 december 2002, wordt aangevuld als volgt :

« 6° subsidies toegekend door Belgische of vreemde overheden of openbare instellingen zonder winstoogmerk voor het behoud van het kunsterfgoed. ».

14 januari 2005.